



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N°2025-E DU 25
AVRIL 2025**

**ACCORD-CADRE
ACQUISITION ET MAINTENANCE DE SERVEURS, LOGICIELS ET MATERIELS RESEAUX**

SERVEURS X86 ET MAINTENANCE ASSOCIEE (LOT 1)

FOURNITURE DE MATERIELS, LICENCES ET MAINTENANCE ASSOCIES AU RESEAU (LOT 2)

LOGICIELS STANDARDS DITS SUR ETAGERES (LOT 3)

Le présent CCAP comporte 23 pages



TABLEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DU CCAP

ARTICLE	1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE
ARTICLE	2	FORME ET PROCEDURE DE PASSATION
ARTICLE	3	PIECES CONSTITUTIVES
ARTICLE	4	REPRESENTATION DES PARTIES
ARTICLE	5	COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE
ARTICLE	6	PRIX
ARTICLE	7	ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS
ARTICLE	8	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS
ARTICLE	9	CONDITION DE LIVRAISON
ARTICLE	10	INSTALLATION DOCUMENTATION
ARTICLE	11	ADMISSION
ARTICLE	12	MARCHES NÉGOCIÉS
ARTICLE	13	MODALITES DE REGLEMENT
ARTICLE	14	PROPRIETE DES MATERIELS / PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE
ARTICLE	15	PENALITES DE RETARD
ARTICLE	16	RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE	17	NANTISSEMENT CESSION
ARTICLE	18	RESILIATION
ARTICLE	19	TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU
ARTICLE	20	CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT
ARTICLE	21	LITIGES / LEGISLATION APPLICABLE
ARTICLE	22	DEROGATION AU CCAG



ARTICLE 1 -OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre porte sur l'acquisition et la livraison d'équipements informatiques.

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement :

- Lot 1 - Serveurs X86, matériels de stockage X86 et maintenance associée,
- Lot 2 - Fourniture de matériels, licences et maintenance associés au réseau,
- Lot 3 - Logiciels standards dits sur étagère.

Compte tenu de l'allotissement, le mode de dévolution retenu est celui des marchés séparés avec la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

D'une manière générale, la Bpi peut commander l'intégralité des articles du titulaire figurant à son catalogue ainsi qu'à celui de ses fournisseurs et correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Par ailleurs d'une manière très ponctuelle, la Bpi pourra commander des prestations ne figurant pas au catalogue du titulaire, ou à celui de ses fournisseurs, mais correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – FORME ET PROCEDURE DE PASSATION

2.1 forme de l'accord-cadre

Les marchés constituent des accords-cadres mono-attributaires au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Ils donnent lieu à la passation de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 et suivants dudit code.

2.2 Procédure de passation

La procédure de passation de l'ensemble des accords-cadres est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert.

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible à la Bpi de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES

3.1 Documents contractuels régissant l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes à savoir l'inventaire détaillé du matériel Bpi ainsi que l'annexe tarifaire, dont seul le taux de la remise à la Bpi engage le titulaire et l'acheteur,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG TIC.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- l'offre technique du titulaire comprenant au minimum le mémoire technique et l'ensemble des documents dont la production est exigée dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, la seule offre financière contractuellement valide est celle remplie par le candidat dans le DQE constituant l'annexe financière à l'acte d'engagement. Aucune valeur contractuelle ne sera reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

3.2 Documents contractuels régissant les marchés subséquents

Les documents contractuels les régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- les marchés subséquents émis par la Bpi sous la forme d'un bon de commande,
- les devis émis par le titulaire auxquels fait référence le bon de commande de la Bpi,
- l'acte d'engagement du présent accord-cadre et son annexe financière,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),



- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG TIC.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Ces documents contractuels constituent l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut être opposable à la Bpi. Il en est ainsi sans que cette liste soit limitative, des conditions générales figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les exemplaires originaux uniques, cités ci-dessus aux articles 3.1 et 3.2, détenus par l'administration font seuls foi.

3.3 Forme des notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, à l'issue de ce délai.

Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

ARTICLE 4 : REPRESENTATION DES PARTIES

4.1 Représentation de l'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/TIC, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature au directeur adjoint et au secrétaire général de la Bpi.

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution de l'accord-cadre est le directeur des systèmes d'information M Olivier Grall (01 44 78 44 34 ; olivier.grall@bpi.fr), chargé de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.



4.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/TIC, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

Article 5.1 : Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai d'un mois à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 5.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant de l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Il peut s'agir par exemple des prestations d'installation et d'assistance à la configuration, ou encore de prestation de maintenance.

Le sous-traitant ne doit pas faire l'objet d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation des marchés. Il doit avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.



Le titulaire du présent accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification de l'accord-cadre vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

5.3 Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature de l'accord-cadre vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

5.4 Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 3.3 du CCAP.

A cette fin, le titulaire adressera à la Bpi une « Déclaration de sous-traitant » (formulaire DC4). Cette déclaration est complétée des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation des marchés publics et relatifs à la situation du sous-traitant ainsi que des justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans l'accord-cadre. Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

ARTICLE 6 – PRIX

6.1 - Contenu et caractère des prix

L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont traités à prix unitaires. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils figurent dans le catalogue en ligne ou document équivalent mis à jour régulièrement par le titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle, déduction du taux de remise accordé à la Bpi.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème public pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la personne publique, à la demande, de cette dernière, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire fait profiter sa clientèle de tarifs promotionnels plus avantageux que le prix fixé au présent accord-cadre, il en fait bénéficier la Bpi pour les produits concernés pendant la durée de l'offre promotionnelle.

Le titulaire indique dans son offre le pourcentage de remise consentie à la Bpi pour le matériel arrivant en fin de cycle de commercialisation, c'est-à-dire trois mois avant la date de fin de commercialisation du matériel.



Cette remise s'applique uniquement sur les matériels et les logiciels et ne porte pas sur les prestations de maintenance, de service accessoires (Installation et assistance à la configuration pour le lot N°1 Serveurs, installation et accompagnement à la configuration pour les logiciels Microsoft office et Windows 11 pour le lot N°3 Logiciels standards dits sur étagère notamment). La remise de fin de commercialisation ne se cumule pas avec la remise générale consentie par le titulaire à la Bpi sur les produits qu'il commercialise si elle est supérieure à la remise générale consentie à la Bpi et ne s'applique que si elle est supérieure à cette remise générale.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils comprennent toutes les dépenses afférentes à la coordination des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, toutes fournitures, licences d'utilisation, dépenses de conditionnement, emballages, manutention notamment, de transport, d'assurance et livraison sur le site de la Bpi, déchargement au lieu de livraison, main-d'œuvre, frais de transport, de repas et d'hébergements des personnels nécessaires à l'exécution complète des prestations conformément aux règles de l'art ainsi que toute sujétion, aléas et frais accessoires.

Les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix incluent également, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire, la garantie standard, l'extension de garantie le cas échéant, la documentation technique, les frais de gestion et de suivi de l'accord-cadre tels que les réunions préparatoires, de suivi ou de bilan, toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation.

Article 6.2 : Montant des prestations

Lot N°1 Serveurs

Sans montant minimum annuel,
Montant maximum annuel 240 000,00 € HT.

Lot N°2 Réseaux

Sans montant minimum annuel,
Montant maximum annuel 240 000,00 € HT.

Lot N°3 Logiciels

Sans montant minimum annuel,
Montant maximum annuel 240 000,00 € HT.

Article 6.3 : Variation des prix

Les prix sont fermes la première année.

Passée la première année d'exécution de l'accord-cadre, les prix sont révisables par référence au barème public ou au tarif que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle sur lequel s'applique la remise indiquée à l'annexe financière à l'acte d'engagement. La périodicité de la révision est identique à celle de l'évolution du barème public ou du tarif du titulaire.

Avant l'application des nouveaux prix, l'extrait du barème concernant les prix des prestations objet de l'accord-cadre est adressé par le titulaire à la personne publique, du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme par le titulaire.

Cet extrait constitue, une fois pour toutes, une pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre de l'accord-cadre, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

En cas de hausse tarifaire supérieure à 5% par rapport à l'année précédente, la Bpi peut, pendant toute la durée du préavis et par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, résilier sans indemnité, l'accord-cadre pour la partie non exécutée des prestations.

Article 6.4. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.



S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Article 7.1 : Attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont passés au moment de la survenance du besoin et prendront la forme de bons de commande.

Les bons de commandes comprennent les informations suivantes :

- **le numéro de l'accord-cadre,**
- le numéro de bon de commande,
- la date et/ou le délai d'exécution,
- le lieu de livraison ou d'exécution,
- les adresses de livraisons et de facturation,
- le prix HT unitaire des fournitures,
- le prix HT des prestations accessoires éventuelles : installation, extension de garantie
- le prix global HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant global TTC.

Les bons de commande porteront la signature de la directrice de la Bpi ou de toute autre personne dûment habilitée.

Conformément aux articles 3.7.2. et 3.7.3 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'émetteur du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Pour la passation des bons de commande, la Bpi consulte le titulaire. Le délai pour la présentation d'un devis sera au minimum de 5 jours ouvrés, du lundi au vendredi, à compter de l'envoi de la demande de la Bpi. Exceptionnellement, si le niveau de complexité des prestations le nécessite ou le permet, de même en cas d'urgence indépendante de la volonté de la Bpi, ce délai imposé pour la remise du devis pourra être augmenté ou réduit. Le titulaire de l'accord-cadre en sera informé au moment de la consultation effectuée pour la passation du bon de commande concerné.

Le titulaire de l'accord-cadre remet obligatoirement un devis.



En cas de non remise d'un devis, la Bpi se réserve la faculté de lui infliger une pénalité de 150,00 € HT, sauf impossibilité pour le titulaire de s'approvisionner dans des conditions normales conformément à la circulaire du 1^{er} Ministre (n°6338/SG du 30 mars 2022) et se réserve le droit de solliciter un autre prestataire.

La Bpi se réserve le droit de demander tous les justificatifs de prix qu'elle jugera nécessaires dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception du devis.

Le titulaire s'engage à fournir tous les documents demandés pour tous les moyens de preuve (tarifs, barème, copie de lettre, circulaires, factures ou catalogues des fabricants ou distributeurs,...).

De même, la Bpi se réserve la faculté de procéder à une demande de précisions au vu de l'offre remise, et d'éliminer les offres irrégulières si elle n'use pas de la faculté qui lui est accordée d'en demander la régularisation dans un délai approprié, conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique. La Bpi rejettera également sans examen les offres inacceptables ou inappropriées et pourra ne pas donner suite à la consultation pour un motif d'intérêt général.

Article 7.2 : Dérogation au principe d'exclusivité

Par exception au principe du droit à l'exclusivité détenu par le titulaire sur les prestations objet du présent accord-cadre, la Bpi se réserve le droit de solliciter d'autres prestataires tiers pour des prestations de même nature notamment en cas de défaillance technique ou juridique du titulaire et dans les cas suivants.

Après deux demandes de devis ayant donné lieu à la remise de proposition supérieures à 10 % du prix catalogue moyen proposé par les opérateurs économiques du secteur concerné attesté par la production par la Bpi de trois prix catalogue inférieur de 10 % au prix proposé par le titulaire, l'acheteur est délivré de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire de l'accord-cadre et peut procéder à l'achat en cause auprès d'autres opérateurs économiques que le titulaire de l'accord-cadre.

De même, en cas d'absence répétée, à savoir plus de trois, de communication de devis raisonnables conformes aux stipulations des présentes, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute, sans indemnité par la Bpi, sauf impossibilité pour le titulaire de s'approvisionner dans des conditions normales conformément à la circulaire du 1^{er} Ministre (n°6338/SG du 30 mars 2022).

De même, pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas, par lot, la somme de 10 000 Euros HT annuels, calculés sur la base d'une période contractuelle de douze mois.

De même sans limitation de montant annuel, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre le titulaire, sollicité préalablement a déclaré ne pouvoir servir ou n'a pas répondu à la demande de la Bpi passé un délai de 20 (vingt) jours à compter de la demande de la Bpi.

Article 7.3 : Délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des bons de commandes, indiquée expressément par le candidat dans son offre technique est calculée à partir de la notification du bon de commande. Les bons de commande peuvent être émis par le représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution des bons de commande passés en vertu du présent accord cadre ne peut dépasser trois mois afin de ne pas se prolonger au-delà de la date limite de validité du présent accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les stipulations ci-après complètent le CCTP et ne peuvent avoir pour objet de rendre sans effet les clauses du CCTP.

Les modalités techniques d'exécution des prestations sont conformes aux normes homologuées nationales, ou à défaut européennes ou bien encore applicables en France en vertu d'accords internationaux présentes ou à venir pendant toute la durée de validité du marché. La Bpi se réserve le droit, à tout moment, de demander au titulaire la preuve que les produits proposés sont conformes aux prescriptions édictées par les dites normes.



Le titulaire s'engage à fournir les fournitures objet de son offre pendant toute la durée de l'accord-cadre. De plus, il proposera à l'acheteur tout nouveau produit relevant de l'objet de l'accord-cadre et qui pourrait figurer dans ses catalogues.

Il pourra proposer également en cours d'exécution de l'accord-cadre, et sans qu'il soit dérogé aux conditions financières fixées aux présentes, des produits de remplacement dès lors que ceux-ci seront au moins de qualité équivalente à ceux fournis initialement. La Bpi se réserve la faculté de demander la remise d'un exemplaire du produit en test et de sa documentation technique avant de passer commande.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande. Ils comportent la désignation des quantités commandées, les prix unitaires, le délai de livraison et la référence à l'accord-cadre.

Prestations de services associées à la fourniture des matériels et logiciels standards

La Bpi aura la faculté de demander à l'occasion de la conclusion des bons de commande des prestations de services associées selon les modalités fixées au CCTP.

La Bpi aura la faculté de commander le stockage provisoire des matériels commandés. La Bpi avertit le titulaire de son souhait de recourir à la prestation de stockage pour une durée qui ne peut excéder trois mois au moment de la commande des matériels concernés.

Le stockage est assuré dans des locaux garantissant l'intégrité, la sécurité et la protection des équipements concernés. Ces locaux sont situés dans toute la mesure du possible à proximité de la Bpi et en tout état de cause sur le territoire de la région Ile de France.

Le titulaire a la garde des matériels dont il assure le stockage pour l'acheteur. Par conséquent, le titulaire doit disposer d'une assurance garantissant les dommages aux équipements pouvant être occasionnés dans les locaux de stockage.

Tout matériel détérioré pendant la période de stockage est remplacé par le titulaire par un équipement identique possédant les mêmes niveaux de performances ou supérieurs, sans frais.

A la demande de l'acheteur, le titulaire déstocke tout matériel, à l'unité ou selon la quantité demandée par la Bpi, et procède à sa livraison dans les locaux de la Bpi conformément à la demande déstockage notifié par la Bpi. Le titulaire procède à la livraison des équipements déstockés dans un délai maximum de cinq jours calendaires, à compter de la notification de la demande de déstockage émise par la Bpi.

L'entrée dans le local de stockage des équipements commandés par la Bpi donne lieu à établissement d'un bordereau de stockage par le titulaire qui joint un double de celui-ci à sa facture et notifie l'original au directeur des systèmes d'information de la Bpi. La notification des bordereaux de stockage déclenche les opérations de vérification.

La sortie des matériels du local de stockage du titulaire donne lieu à l'établissement d'un bordereau de déstockage par le titulaire qui joint un double de celui-ci à sa facture et notifie l'original au directeur des systèmes d'information de la Bpi.

Garantie

La garantie légale contre les vices cachés est applicable aux prestations du présent accord-cadre.

La garantie contractuelle recouvre :

- la **garantie standard**, incorporée à l'acquisition des matériels a une durée minimale de 12 mois,
- L'extension de garantie qui doit faire l'objet d'une commande particulière par la Bpi.

Le titulaire indique dans son mémoire technique le détail de la garantie standard et les conditions de cette extension de garantie. Quel que soit le type de garantie, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur. Il est seul responsable de la parfaite conformité des prestations attachées à la garantie pendant l'intégralité de leur période d'exécution.

La garantie comprend au minimum les pièces, la main d'œuvre, les mise à jours logicielles et les déplacements.

Maintenance (lots N°1 et N°2)

Le titulaire prend en charge la maintenance des matériels énumérés en annexe du CCTP de chacun des lots concernés.



La maintenance consiste en interventions de dépannage à la demande de la Bpi. Les remplacements des pièces défectueuses, usées ou cassées à la suite d'un usage normal du matériel que pourraient exiger ces réparations sont à la charge du titulaire.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux prestations livrées sur l'initiative du titulaire. Le pouvoir adjudicateur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer.

Le titulaire assure la maintenance curative des matériels aux plages indiquées dans le CCTP suivant les modalités précisées dans sa proposition en réponse aux prescriptions fixées au CCTP.

Les plages et modalités dépendent du type de matériel. Le candidat précise dans son offre ces modalités par type de matériel et notamment son délai d'intervention en heures à compter de l'appel de la Bpi en prenant en compte les besoins exprimés par la Bpi, soit :

- GTR (Garantie de temps de rétablissement) 4h 7jours/7
- Ou GTI (Garantie Temps d'intervention) 1 jour en jour ouvré.

La Bpi adresse ses appels au titulaire par téléphone, télécopie ou mail aux numéros et adresses qui lui sont communiqués ou via le Guichet Unique mis à disposition par le titulaire (outil de ticketing). Le délai d'intervention court à compter de la réception de l'appel. Si l'appel est émis en dehors de la période d'intervention, il sera compté à partir de l'ouverture de la première plage consécutive à l'appel. Il est convenu que le délai d'intervention ne court que pendant la période d'intervention.

La période d'intervention correspond aux plages d'intervention fixées au CCTP.

La prestation du titulaire comprend obligatoirement le diagnostic à distance. Qu'il s'agisse de maintenance préventive ou curative, les pièces détachées remplacées doivent être neuves ou de qualité équivalente, les pièces défectueuses sont conservées par le titulaire et deviennent sa propriété.

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Passée la durée initiale du marché de un an à compter de sa notification, si des matériels ne sont plus mis en service par la Bpi, la maintenance les concernant prend fin de plein droit sous la réserve, sauf cas de force majeure, du respect d'un préavis de 30 jours par la personne publique.

La Bpi a la faculté de faire reprendre la maintenance d'un ou de plusieurs de ces éléments en cas de remise en service, sous réserve d'un préavis de 60 jours civils. Le titulaire peut subordonner la reprise de la maintenance ou du suivi au reconditionnement des éléments concernés, après acceptation préalable du devis par la Bpi.

Le périmètre de la maintenance peut varier avec de nouveaux achats ou le remplacement de matériel. En tant que de besoin, la Bpi en début d'année civile fera une proposition du nouveau périmètre qui sera validée par le titulaire et donnera lieu le cas échéant à la conclusion d'un avenant. Si nécessaire, le périmètre pourra faire l'objet d'une variation en cours d'année et donner lieu à la conclusion d'un nouvel avenant au cours de l'exercice. Les variations de périmètre pour des raisons de simplicité prendront effet au début de chaque mois.

Prescriptions environnementales

En sa qualité d'établissement public administratif, la Bpi n'est pas soumise aux dispositions de l'article 58 de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECE) et qui introduit, pour les acheteurs de l'Etat et des collectivités territoriales et leurs groupements ; l'obligation d'acquérir des biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou comportant des matières recyclées.



Toutefois, en application de la circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics (NOR: PRMX0900026C), les matériels informatiques fournis au titre du présent marché devront respecter les spécifications ci-après :

Les matériels achetés devront avoir soit des performances conformes à celles du référentiel TCO ou équivalent, et comporter un pourcentage minimal de matériaux recyclés, soit des performances conformes à celles de l'écolabel européen (ordinateurs et ordinateurs portables) ou équivalent.

Les matériels fournis en exécution des lots N°1 et N°2 doivent respecter les exigences d'efficacité énergétique de la version 8 de la norme Energy Star® (ou supérieure)". Le titulaire conseillera à ce sujet la Bpi, dans le choix des matériels à acquérir.

Moyens de vérification disponibles au choix du candidat:

-Pour chaque produit visé par la clause "Exigence d'efficacité énergétique d'un produit informatique (sur base de la norme Energy Star®)": envoi d'un dossier technique comprenant le/les test(s) en laboratoires qui prouvent la conformité d'un produit et de ses performances énergétiques avec la version 8 de la norme norme Energy Star® (ou supérieure). Ce/ces test(s) doivent être réalisés par un laboratoire indépendant accrédité à la norme ISO 17025 ou équivalentes.

-Pour chaque produit visé par la clause "Exigence d'efficacité énergétique d'un produit informatique (sur base de la norme Energy Star®)": labellisation du produit sur base d'une certification ou d'un écolabel qui inclut la conformité obligatoire avec la version 8 d'Energy Star® et qui exige une vérification indépendante de cette conformité (de préférence les écolabel de type 1 reconnus comme TCO Certified, Blauer Engel / Ange Bleu, Nordic Swan...).

Tout autre moyen de preuve approprié et équivalent aux labels mentionnés ci-dessus est accepté (dossier technique du fabricant, rapport d'essai réalisé par un organisme agréé, etc.). Les référentiels des labels EPEAT et TCO sont disponibles respectivement sur les liens suivants :

<https://www.epeat.net/about-epeat#accessing-epeat-criteria> et <https://tcocertified.com/criteria-documents/>

Les liens vers les sites des écolabels permettant d'identifier les matériels écolabellisés objet de cette procédure doivent être explicitement mentionnés dans le mémoire technique du candidat et les offres de marchés subséquents.

Aux fins de la vérification des prescriptions relatives au développement durable, les exigences relatives à l'absence de métaux lourds, au taux de recyclabilité, à l'écoconception des produits, au pourcentage de matériaux recyclés, le titulaire communique au préalable avant la passation de la commande la fiche technique du produit concerné.

En cas de non-respect des obligations du paragraphe « Prescriptions environnementales » prévues au présent CCAP, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 500,00 € HT par manquement constaté.

Lot N°3

Le titulaire au vu de l'expression des besoins de la Bpi conseille prioritairement les programmes respectants les principes de l'écoconception.

Clause d'insertion sociale

Le présent accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.



Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Obligation de confidentialité :

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG.

Il est précisé que cette obligation de confidentialité ne fait pas obstacle à la mention par le titulaire de la réalisation de sa prestation pour le compte de la Bpi dans ses documents commerciaux ou sa communication.

Obligation de respect de la réglementation des données personnelles :

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 12.

Réglementation de la protection de l'environnement

Il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Accès aux locaux de l'acheteur

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi ou le Centre National d'art et de Culture Georges Pompidou garant du bon ordre et de la sécurité dans le bâtiment.



Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est aussi tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;

la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;

la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;

la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;

la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;

la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;

la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;

la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Par dérogation à l'article 6.4 du CCAG, le titulaire avise ses sous-traitants et ses fournisseurs de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture des locaux du Centre Pompidou ou de la Bpi (25, rue du Renard ou bâtiment Lumière) pour une cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève, catastrophe naturelle, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, guerre, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la réouverture des locaux. Si la fermeture des locaux revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis.

Dans cette hypothèse, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution.

Au surplus, il est fait application de l'article 26 du CCAG TIC.

Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'évènement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné.

Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Égalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables. Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.



Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si accord-cadre pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE LIVRAISON

Les prestations commandées par la Bpi sont directement livrées aux frais et risques du titulaire, selon le choix de la Bpi soit :

Au service des livraisons de l'immeuble Lumière qui est situé 40 avenue des Terroirs de France, 75012 Paris. Le titulaire s'engage expressément à effectuer ses livraisons dans ce service, compte tenu des mesures de sécurité de l'immeuble Lumière. La Bpi se réserve la faculté de refuser toute livraison qui ne respecterait pas cet impératif et de faire retourner la marchandise aux frais du titulaire.

Soit dans les locaux administratifs de la Bpi, situés au 25, rue du Renard 75197 Paris Cedex 04.

Les fournitures doivent être livrées soigneusement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter sans dommage, les risques inhérents aux opérations de chargement, transport, déchargement. L'emballage doit permettre d'éviter toute exposition des produits à l'humidité et à la poussière. Chaque colis devra comporter une étiquette extérieure, rédigée en français sur laquelle figure au minimum le nom du titulaire, du produit et du destinataire.

Les risques afférents au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire. Chaque livraison est accompagnée d'un bulletin de livraison indiquant impérativement la référence de l'accord-cadre, l'identification des fournitures livrées.

La traçabilité des différents transporteurs concourant à la livraison des prestations et fournitures de l'accord-cadre incombe au titulaire qui en informe la Bpi. Dans l'hypothèse où le titulaire n'assure pas directement la livraison des commandes, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Les emballages seront composés dans toute la mesure du possible en matériaux recyclés, la récupération des emballages est à la charge du titulaire.

Avant la livraison, le titulaire s'informerait de la disponibilité du personnel du service émetteur de la commande pour réceptionner les marchandises.

Chaque commande fera l'objet d'une seule livraison, sauf si la Bpi accepte une livraison partielle, soit parce qu'elle a demandé elle-même une livraison échelonnée, soit parce qu'elle juge les explications du titulaire recevables.

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à leur échéance contractuelle ou des produits équivalents ou supérieurs au même prix à la date convenue, il en informe la Bpi. En cas de retard supérieur à 15 jours, outre l'application éventuelle des pénalités de retard, la personne publique serait en droit de faire appel à un autre prestataire pour ladite commande.

De même, en cas de livraison erronée ne correspondant pas à une commande de la Bpi, aucune facturation ne pourra être acceptée, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour reprendre à ces frais et risques les produits livrés. La Bpi ne sera pas tenue au remboursement des emballages des colis ouverts, ouverture rendue nécessaire par les opérations de vérification de la commande.



Ce délai écoulé, la Bpi ne pourra pas être tenue responsable en cas de dégradation, ou de disparition totale ou partielle des produits livrés. Le titulaire renonce à rechercher la responsabilité de la Bpi sur ce point.

Précautions environnementales à prendre

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des **solutions alternatives** au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'acheteur, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour les prestations externalisées de transport routier réalisées dans le cadre du marché, le titulaire recourt, **autant que possible, aux transporteurs détenteurs du label Objectif CO2** délivré dans le cadre du programme d'« Engagements Volontaires pour l'Environnement des acteurs de la chaîne logistique et du transport de voyageurs » (EVE) ou démontrant un niveau de performance équivalent.

À chaque date anniversaire de la notification du marché, le titulaire informe l'acheteur de la part annuellement mobilisée des transporteurs routiers détenteurs du label Objectif CO2 ou équivalent pour la réalisation du marché (même si cette part est nulle) et transmet, à la demande de l'acheteur, les justificatifs appropriés (ex. attestation de labellisation en cours de validité).

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

À cette fin, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de **regrouper la livraison des commandes** d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- **reprogramme le créneau de livraison** si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord cadre, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 10 : INSTALLATION ET DOCUMENTATION

Par dérogation à l'article 29 du CCAG, l'installation et la mise en ordre de marche sont effectuées par la Bpi, sauf commande spécifique au titulaire par celle-ci.

La remise de la notice d'installation à la livraison est en conséquence impérative pour le titulaire qui en cas de non-respect de cette obligation s'expose à des pénalités de retard.

La prestation comprend la fourniture sans supplément de prix de la documentation technique.

ARTICLE 11 : ADMISSION

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, le titulaire est informé que les opérations de vérification des prestations auront lieu dès leur exécution ou livraison dans les locaux de la Bpi.



Il est réputé informé de cette date sans qu'une convocation spécifique ne lui soit adressée. Il appartient au titulaire de s'organiser pour assister aux opérations de vérification ou s'y faire représenter. Son absence ne fait pas obstacle au déroulement et à la validité de ces opérations.

Les vérifications quantitatives et qualitatives prévues pour la réception des prestations consistent à s'assurer que celle-ci présentent les caractéristiques techniques annoncées par le titulaire dans les fiches produit des matériels, logiciels et/ou de leur documentation.

Lors de la livraison, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'établissement destinataire de la commande, de la date et de la signature de l'agent réceptionnaire.

La quantité doit être conforme à la commande.

Dans le cas contraire, le titulaire doit :

- reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- compléter la livraison dans les plus brefs délais à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

Les réserves, qui seraient émises sur les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de livraison.

En application de l'article L 133.3 du code de commerce, le représentant de l'acheteur notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine d'envoi confirmée par une lettre recommandée, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison, dans un délai de trois jours ouvrés (hors jours fériés).

L'acheteur s'engage à transmettre la même information au titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

Décisions d'admission

L'admission prend effet à compter de son émission et est réputée être prise à la date de certification du service fait constaté par la Bpi.

Dans le silence des parties, l'admission est réputée négative, toutefois dans l'hypothèse d'une mise en service, l'admission est réputée prononcée après 15 jours de mise en service. Le titulaire a la faculté de réclamer à la Bpi un certificat de mise en service, dès lors que celle-ci est exécutée.

Ajournement

Par dérogation à l'article du 34.2 du CCAG/TIC, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement par décision motivée en invitant le titulaire à présenter à nouveau l'acheteur les prestations mises au point dans un délai déterminé par la personne publique.

Réfaction

La réfaction sur le prix peut être prononcée conformément à l'article 34.3 du CCAG. L'acheteur informe, par ordre de service, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations.

L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

Rejet

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 34.4 du CCAG. L'acheteur informe, par ordre de service, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service, cette décision fixe le délai laissé au titulaire pour présenter à nouveau la prestation. Ce délai court à compter de la notification de la décision de rejet au titulaire.

ARTICLE 12 – MARCHES NÉGOCIÉS

Sans que cela soit une obligation pour elle, en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, la Bpi peut recourir à la passation d'un marché négocié pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.



ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT

Les factures du titulaire sont établies après service fait au terme de l'exécution de chacun des bons de commande d'une durée d'exécution inférieure à trois mois, sous la forme de paiements partiels définitifs au prononcé de l'admission.

13.1 - Avance

L'option retenue par la Bpi est l'option A du CCAG.

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, s'agissant d'un accord-cadre à marchés subséquents ne comportant pas de minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé, dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % (20% si le titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique) du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois ; il s'impute sur les sommes dues au titulaire, au prononcé de l'admission.

13.2 – Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG.TIC.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

13.3 - Etablissement des factures :

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et avec le nombre de copies réglementaires et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf Iban et code Bic),
- **la référence et la date de l'accord-cadre, le numéro du marché subséquent (bon de commande),**
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations.



Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures est effectuée selon les dispositions de l'article D. 2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Intitulé du service indiqué sur le bon de commande.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

13.4 DEMANDES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT (> 600 € TTC)

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du présent accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

S'il ne recourt pas à la facturation électronique, le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.



L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- outre les mentions légales, les indications suivantes :
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, IBAN et BIC),
- le référence et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- l'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, n° SIRET),
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision du poste et/ou du bon de commande concerné).

ARTICLE 14 – PROPRIETE DES MATERIELS / PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Le transfert de propriété des matériels au bénéfice de la Bpi est effectué à la date d'admission des prestations. Le titulaire atteste qu'il est régulièrement autorisé à concéder une concession d'usage sur le ou les logiciels fournis au titre du présent contrat.

Il est fait application du Chapitre 7 du CCAG et en particulier des articles 44 et 45 relatives aux connaissances standard antérieures.

En conséquence, la licence d'utilisation sur le ou les logiciels doit pouvoir répondre aux besoins de l'acheteur découlant de l'objet de l'accord-cadre, à savoir utilisation par la Bpi dans le cadre de son objet statutaire.

La licence d'utilisation comprend :

- le droit d'utilisation du logiciel et de sa documentation pour les besoins propres de la Bpi,
- le droit de reproduction permanente ou provisoire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme dans la mesure où ils sont nécessaires pour procéder au chargement, à l'affichage, à l'exécution, à la transmission et au stockage desdits programmes,
- le droit d'effectuer une copie de sauvegarde à moins que celle-ci soit fournie par le titulaire,
- le droit de modifier ou de fusionner le ou les logiciels avec un autre programme pour l'utiliser sur deux machines aux conditions initiales de la concession d'usage. Au cas où la Bpi souhaiterait obtenir les informations permettant l'interopérabilité du ou des logiciels, celle-ci s'engage avant de faire appel à un quelconque tiers, et pour savoir si ces informations ne sont pas rapidement disponibles à consulter préalablement le titulaire avant toute décompilation. La Bpi s'engage ensuite à notifier les actes qui seront effectués ainsi que le lieu et l'identité des intervenants. Les droits de la Bpi seront en tout état de cause limités au cadre légal en vigueur à la date de ses investigations ou manipulations. La Bpi déclare être informée que les dépassements de ce cadre sont éventuellement constitutifs d'une contrefaçon.

La licence d'utilisation est consentie pour l'utilisation du ou des logiciels sur les équipements informatiques de la Bpi pour la quantité correspondant aux licences consenties dans l'offre du titulaire.

L'utilisation des logiciels est également autorisée sur une machine de secours pendant l'entretien des équipements sur lesquels ils sont installés, sur un autre matériel pour l'assemblage et la décompilation du logiciel. Si les équipements concernés n'ont pas la configuration nécessaire pour ces opérations. La Bpi peut également effectuer des mises à niveau supérieures ou inférieures sur ces matériels.

Le ou les logiciels peuvent également être transférés définitivement sur un autre équipement sur le site de la Bpi et sous la réserve pour celle-ci d'en informer au préalable le titulaire.

La licence d'utilisation implique que la Bpi s'oblige à ne pas donner le ou les logiciels en location sous quelque forme que ce soit, de communiquer ou de distribuer le ou les logiciels à des tiers.



ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont dues dès le premier euro et le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération.

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier l'accord-cadre conformément à ses stipulations. Les pénalités de retard sont appliquées sans préjudice du non-paiement pour absence de service fait. En cas de résiliation les pénalités de retard sont calculée jusqu'à la date du jour de prise d'effet de la résiliation.

Article 15.2 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à la Bpi que le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, la Bpi doit adresser une mise en demeure au cocontractant par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le cocontractant ainsi mis en demeure apporte à la Bpi, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 17 : NANTISSEMENT CESSIION

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

ARTICLE 18 : RESILIATION

Le chapitre 8 du CCAG TIC est applicable.

Difficulté d'exécution du de l'accord-cadre

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 49.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, tout ou partie d'un marché subséquent sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 50.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent pour faute.



Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire. Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 54 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, ou bien encore en cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Dans cette hypothèse, le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à la bonne fin des prestations.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques ou dans tout autre délai fixé par l'acheteur par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au titulaire. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire..

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci.

ARTICLE 19 - TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU

A l'occasion des travaux de restructuration du Centre Pompidou, des travaux importants affecteront les espaces publics de la bibliothèque ainsi que les espaces internes qui abritent les services chargés des collections de la Bpi dont le fonctionnement sera en tout état de cause impacté. En l'état actuel, ces travaux sont programmés à partir de 2025. La Bpi dispose de locaux provisoires à partir de 2025.

Sans que cette énumération soit limitative, le rythme, le volume et les modalités de gestion des commandes, les lieux de livraison, d'installation et d'admission des prestations sont susceptibles d'être modifiés. Si ces évolutions ont une incidence sur le déroulement ou l'exécution de l'accord-cadre, en tant que de besoin les parties se rapprocheront et concluront un avenant au présent accord-cadre.

ARTICLE 20 : CLAUSE DE REEXAMEN, AVENANT

En tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent accord-cadre, telles que notamment la révision des prix, l'évolution du catalogue ou document équivalent du titulaire, la modification du périmètre de la maintenance des matériels, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur la substitution de prix unitaires, la modification de caractéristiques techniques compte tenu de l'évolution des technologies afférentes aux produits faisant l'objet de l'accord-cadre, l'ajout de prestations de service associées et accessoires à la fourniture des matériels et logiciels objet de l'accord-cadre, sur une modification du taux de remise sur le prix catalogue ou document équivalent du titulaire en cas d'évolution notable du modèle économique des opérateurs économiques du secteur concerné ou d'imprévision ou bien encore en cas d'évolution notable du volume des commandes de la Bpi. Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur. En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront les modalités de celui-ci par voie d'avenant.

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre.



Cette modification peut intervenir dès lors que de nouveaux outils et/ou fonctionnalités, nouvelles technologies ou nouvelles pratiques et/ou formats, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, l'acheteur peut demander au titulaire de réaliser ces prestations. Ces prestations sont réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences dans le bon fonctionnement des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire.

En tout état de cause, ces modifications ne peuvent avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet. Cet ajout est réalisé suite à la passation d'un avenant.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum de chacun des lots de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 50 %. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 21 - LEGISLATION APPLICABLE / LITIGES

Le présent marché est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

ARTICLE 22 – DEROGATION AU CCAG

A l'article 3 du CCAP, dérogation à l'article 4.1 du CCAG,
A l'article 3 du CCAP, dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG
A l'article 8 du CCAP, dérogation à l'article 6.4 du CCAG
A l'article 10 du CCAP, dérogation à l'article 29 du CCAG,
A l'article 11 du CCAP, dérogation à l'article 30, 34.2 du CCAG
A l'article 15.1 du CCAP, dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG.